

CARTE VISA PREMIER GRATUITE À VIE\* Jusqu'à **130€ OFFERTS\*** POUR UNE PREMIÈRE OUVERTURE D'UN COMPTE BANCAIRE ET D'UN LIVRET \*voir conditions sur le site



## Nouailhac - Nucléaire : le risque d'un désastre financier

Avec le très onéreux Hinkley Point, EDF vient donc de s'engager à construire deux nouveaux EPR au Royaume-Uni. Le risque de trop ?



C'est un dossier brûlant, et même radioactif, comme les adorent nos politiciens et nos « grands commis de l'État ». Que le conseil d'administration d'EDF ait voté pour la construction des deux EPR anglais n'étonnera personne : il est contrôlé par l'État, qui détient 85 % du capital, et son PDG, Jean-Bernard Lévy, bénéficie d'une voix prépondérante. Quel est le vrai problème dans cette affaire ? Tout simplement des pertes colossales en cas d'échec, car les risques sont énormes. Rappelons la démission au printemps, « en désespoir de cause », de Thomas Piquemal, le directeur financier et numéro 2 d'EDF. Il n'avait pu obtenir de son président le report temporaire du projet de Hinkley Point. Or Jean-Bernard Lévy est pressé, malgré les risques. Le gouvernement est pressé, malgré le Brexit, et le Royaume-Uni, qui ne prend aucun risque, a peur que les Français changent d'avis à terme, à cause justement du Brexit.

### Des risques considérables

Il faut bien reconnaître que les risques sont considérables pour EDF : le projet de ces deux réacteurs géants de troisième génération représente un investissement de 22 milliards d'euros, hors financement et coûts bancaires, dont les deux tiers à sa charge, le troisième tiers étant assuré par le chinois CGN. EDF a déjà engagé 3 milliards d'euros dans les études et les terrains. Areva, qui devait participer à l'affaire, est en faillite et aucun des deux premiers EPR lancés à ce jour ne fonctionne !

Leurs chantiers, prévus sur cinq ans, se sont étalés sur onze ans en Finlande et neuf ans à Flamanville sans que l'on puisse en voir la fin. On parle pour la Finlande d'un coût final d'une bonne dizaine de milliards à condition que la livraison ait bien lieu en 2019, soit avec dix ans de retard, et un dépassement de 7 milliards sur le budget initial. Quant à Flamanville, dont l'architecture est la même, on n'en sait rien ! Les problèmes succèdent aux problèmes et, là aussi, on en est à plus de 10 milliards, très au-delà du budget. Les citoyens et les contribuables français ont de quoi se poser des questions.

### Quid des délais et des budgets ?

**Quid des délais et des budgets :**

En effet, qui peut raisonnablement croire que les délais et les budgets seront tenus à Hinkley Point ? Aucun budget ni aucun délai n'ont jamais été respectés de toute l'histoire du nucléaire français. Thomas Piquemal souhaitait, avant toute décision irrévocable, un délai de réflexion de trois ans, avec l'argument suivant : « Qu'est-ce que trois ans pour un projet qui prend dix ans pour être construit, qui a soixante ans de durée de vie [...], plus vingt ans d'extension possible, comme le font les Américains, c'est-à-dire un projet de quatre-vingt-dix ans ? » EDF a déjà investi 14 milliards d'euros dans la technologie française EPR, soit près de 60 % de ses capitaux propres, et Piquemal ajoutait ceci : « Qui parierait 60 % de son patrimoine sur une technologie dont on ne sait toujours pas si elle fonctionne, alors que ça fait dix ans qu'on essaie de la construire ? »

D'autant plus que l'état de santé d'EDF pose véritablement question, au point que la police de la Bourse, l'Autorité des marchés financiers (AMF), s'en est inquiétée : elle a procédé le 21 juillet dernier à une perquisition en bonne et due forme au siège de l'entreprise – une première à EDF –, pour contrôler les deux dossiers épineux du moment : Hinkley Point, donc, et le fameux « grand carénage » de tous les réacteurs du parc nucléaire français, d'un coût estimé par EDF à 50 milliards d'euros, alors que la Cour des comptes, de son côté, l'évalue plutôt au double !

Or, avec ses 75 milliards de chiffre d'affaires mais un endettement colossal de 38 milliards, EDF est une entreprise très fragile. Depuis son introduction en Bourse en 2006, elle a bêtement reversé chaque année près de 2 milliards par an, plus de la moitié de son bénéfice, en dividendes à l'État actionnaire. De plus, les retraites non provisionnées du personnel de la maison dépasseraient la somme gigantesque de 90 milliards. Les employés d'EDF, comme ceux de la SNCF, cet autre paradis des prolétaires, bénéficient d'avantages invraisemblables et d'un comité d'entreprise doté de 470 millions par an. Comme disait l'autre, ce n'est pas grave, c'est le contribuable qui paye !

**Prévisions budgétaires fantaisistes**

Cinquante-deux pour cent des factures d'électricité, selon l'Iref (Institut de recherches économiques et fiscales), sont constituées de taxes. L'entreprise est totalement sous perfusion et, bien entendu, il n'est jamais question de la réformer. Pensez donc : c'est la CGT qui contrôle EDF de l'intérieur et qui contrôle donc aussi les centrales nucléaires, ce qui constitue par ailleurs un autre genre de risques !

Si on fait les comptes à la louche, on arrive ainsi à 10,5 milliards pour la Finlande, 10 autres pour Flamanville, un certain nombre de milliards pour éponger Areva, 50 milliards – ou peut-être 100 – pour le « grand carénage ». On vient en plus d'ajouter à cet énorme tas de milliards les deux tiers des 22 milliards de Hinkley Point. On reste abasourdi devant autant de risques pris en même temps, avec le super-risque supplémentaire de prévisions budgétaires fantaisistes.

Cela nous fait penser à la mégalomanie de certains de nos hauts fonctionnaires, nos fameux « grands commis de l'État », arrivés on ne sait comment à la tête de fleurons industriels français qu'ils ont conduits dans les abysses économiques et les marécages de l'histoire, comme le Crédit Lyonnais de l'inspecteur des finances Jean-Yves Haberer – une faillite de 15 milliards d'euros –, l'Areva de la normalienne Anne Lauvergeon dont l'addition finale devrait être du même ordre, et le France Télécom de cet autre inspecteur des finances, Michel Bon, qui avait réussi – record battu – à générer au début des années 2000 un océan de pertes de 68 milliards d'euros. Il est vrai qu'il avait voulu à tout prix acheter Orange – c'était déjà en Angleterre – et qu'il l'avait surpayé 50 milliards d'euros. Un « banco » absolument hors de prix.

Un record qui pourrait bien être battu par l'EDF du polytechnicien Jean-Bernard Lévy si les choses devaient mal tourner. C'est de cela qu'il est question aujourd'hui. De la folie des uns ou de leur incompetence, de la mégalomanie, l'inconscience ou l'inconséquence des autres... un cocktail explosif ! Avec le risque d'un désastre financier dans le nucléaire français...

[Accédez à l'intégralité des contenus du Point à partir de 1€ seulement >>](#)

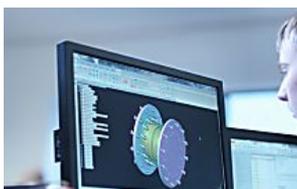
## AILLEURS SUR LE WEB

[Contenus sponsorisés Outbrain](#)



[Les SCPI de bureaux font un tabac. Pourquoi en profiter maintenant ?](#)

[BIENPRÉVOIR.FR](#)



[Stations de travail ou PC : le pour et le contre](#)

[TECH PAGE ONE - DELL](#)



[People convertis à l'islam : qui sont-ils ?](#)

[PEOPLE FOLIE](#)



[PHOTOS : Dix phénomènes naturels extraordinaires](#)

[GEO](#)



[Alarmes et télésurveillance: 6 raisons d'équiper votre habitation cette année](#)

[EXPERT MARKET](#)



[Kate Moss, Kim Kardashian, Rihanna, toutes les robes transparentes qui ont marqué les esprits](#)

[ELLE](#)

**Le Point** **-63%** SUR VOTRE ABONNEMENT NUMÉRIQUE

## À NE PAS MANQUER

8 COMMENTAIRES

Ce service est réservé aux abonnés.

[Déjà abonné ? Connectez-vous](#) [Abonnez-vous à partir de 1€](#)

Par De l'Ergeasse le 29/07/2016 à 16:21

### Scandale d'Etat

Le problème dans cette affaire est que les responsables de ces gabegies ne seront tenus responsables de rien. AREVA devrait coûter 5 milliards d'Euros pour sa recapitalisation. Si l'Etat n'a pas les moyens, il faudra chercher un partenaire étranger, notamment chinois. La même chose pend au nez d'EDF. Laquelle de nos entreprises publiques sera la prochaine sur la liste ? C'est invraisemblable. Et aucune de ces belles âmes Lévy, Lauvergeon, etc. N'aura de comptes à rendre à la justice pour leur mauvaise gestion ni à payer un euro d'amende. Et on a embastillé Tapie ? Mais de qui se moque t'on ? Haberer et consorts qui ont ruiné le Lyonnais auraient dû également aller derrière les barreaux. Mais il est vrai que le Conseil d'administration du Lyonnais, banque publique était dirigé alors par l'Etat. Consanguinité quand tu nous tiens. On ne peut plus fonctionner comme cela. La France vit une fin de règne à tous les niveaux, sécuritaire, moral, financier, institutionnel. Il nous faut changer de manière de faire. Et vite.

manière de faire. Et vite.

[SIGNALER UN CONTENU ABUSIF](#) ■

Par TRIBUN-hun le 29/07/2016 à 16:16

### **Un tribunal d'exception vite !!**

Fin mai 2017 je veux un tribunal militaire pour juger toutes ces trahisons.

[SIGNALER UN CONTENU ABUSIF](#) ■

Par Roultabille le 29/07/2016 à 16:06

### **J'ai le sentiment...**

Que chacun de ces "grands décideurs" joue la politique de la terre brûlée. Tels des Gengis Khan, après leur passage il ne restera que cendres et désolation.

[SIGNALER UN CONTENU ABUSIF](#) ■

Par Le sanglier de Génolhac le 29/07/2016 à 16:04

### **@ xav2301...**

"très risquée" ? Non, suicidaire. Tout simplement.

[SIGNALER UN CONTENU ABUSIF](#) ■

Par Le sanglier de Génolhac le 29/07/2016 à 15:43

### **Fausse manoeuvre, je termine...**

Oui, donc 30% pour la chine, MAIS 30% de 22, 3, pas un yuan de plus. Les anglais, qui sont mille fois meilleurs que nous en finance, nous mettront le contrat sous le nez et nous diront "we want our nuclear power plants" Ca signifie donc que les contribuables français s'allongeront (une fois de plus ! ) de 40 milliards. Sans parler des pénalités de retard puisque, bien entendu, les délais contractuels ne seront pas tenus. \* : Oui, ITER, vous savez, "le soleil en bouteille" ! Ce machin qui doit recréer la fusion nucléaire dans une invraisemblable machine dont l'enceinte devra résister à des t° variant de 100 à 500 millions de degrés ! Là, ce n'est pas E. D. F qui pilote ce délire mais c'est un clou (en or) de plus dans le cercueil du nucléaire français.

Premiers tests dans cinquante ans.

[SIGNALER UN CONTENU ABUSIF](#) ■

Par ravachol le 29/07/2016 à 15:37

### **Pas si vite... Londres est pas d'accord... Pour le mement**

Et rien n'est encore signé...

l'irresponsabilité du conseil d'administration d'engager les impôts des contribuables dans un projet... Alors qu'il coute déjà pour flamenville, 3 fois plus que prévu... Que le réacteur en finlande n'est pas encore opérationnel, qu'il va falloir éponger la gestion socialiste d'areva par lauvergeon...

les anglais sont réalistes sur ce sujet... Il leur paraît urgent d'attendre et ils ont raison...

Ils ne sont pas là pour financer une entreprise déficitaire, incapable de respecter un contrat couteuse pour les états... Donc pour les contribuables

[SIGNALER UN CONTENU ABUSIF](#) ■

Par Le sanglier de Génolhac le 29/07/2016 à 15:36

### **Monsieur Nouailhac...**

Ce n'est PAS "le risque d'un désastre financier", C'EST un désastre financier. Ce sera

le quatrième pied du tabouret sur lequel on coupe les cheveux du condamné avant de la passer à la "bascule". Les trois autres sont ITER\*, Flamanville, Olkiluoto. 22, 3 milliards au départ, 60 (au mieux !) à l'arrivée. Les chinois financeront 30

[SIGNALER UN CONTENU ABUSIF](#) ■

Par xay2301 le 29/07/2016 à 15:18

### **Pas le droit**

De jouer avec les impôts des Français ! Ni les industriels d'EDF ni surtout le gouvernement. Tout le monde sait bien que cette opération est très risquée. Macron le premier dont c'était le métier d'évaluer les risques. Honte à ces "décideurs" !

[SIGNALER UN CONTENU ABUSIF](#) ■

Ce service est réservé aux abonnés.

[Déjà abonné ? Connectez-vous](#)   [Abonnez-vous à partir de 1€](#)



Pas encore abonné ?  
Offrez(-vous) un abonnement au Point  
et une tablette Polaroid,  
pour 2,10€ par semaine seulement.

J'EN PROFITE ►

[En savoir plus et gérer les paramètres](#)